

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 2 (1974)

DOI: 10.11588/fr.1974.0.58247

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

## Résumés Français

Pierre GASNAULT

### Documents comptables du VII<sup>e</sup> siècle provenant de Saint-Martin de Tours

Les documents, objet de cet article, formaient, au XVIII<sup>e</sup> s., les plats de la reliure d'un manuscrit de l'abbaye de Saint-Martin de Tours et ils avaient été, dès cette époque, signalés comme étant des fragments de « Livres de cens en écriture cursive mérovingienne ». Passés au XIX<sup>e</sup> s. dans la collection de Sir Thomas Philipps, ils y demeurèrent à peu près ignorés jusqu'en 1939, année où M. Bernhard BISCHOFF qui les y avait retrouvés en souligna l'intérêt. Ils ont été donnés au Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque nationale en 1968.

Vingt six feuillets de parchemin de dimensions variables et malheureusement tous mutilés, supportent des caractères latins datables, selon des critères paléographiques, de la seconde moitié du VII<sup>e</sup> s. ou du début du VIII<sup>e</sup> s. Les textes qui y ont été copiés sont disposés en colonnes. Cette disposition jointe aux quelques indications que fournissent les titres et mentions dorsales ayant subsisté permettent d'y reconnaître des documents comptables originaux. Les circonstances de leur découverte incitent à les attribuer à l'abbaye de Saint-Martin de Tours. De plus, certains biens qui y sont cités sont connus pour avoir appartenu à cette abbaye au VIII<sup>e</sup> s. et l'abbé Agericus mentionné à plusieurs reprises peut être identifié avec le personnage de même nom placé à la tête du sanctuaire tourangeau dans la seconde moitié du VII<sup>e</sup> s.

Débutant par un chrisme, les documents étaient peut-être cousus ensemble pour former des rouleaux. Chacun d'entre eux était constitué par les éléments suivants: un titre comportant une indication chronologique, une ou plusieurs données toponymiques, des listes de noms de personne dans lesquelles chaque nom était suivi par la mention de la nature et de la quantité des redevances versées, enfin des totaux. Les données toponymiques dont le nombre dépasse quatre-vingt-dix sont précédées d'un substantif, le plus souvent *colonica*. Leur identification présente de grosses difficultés. Près de neuf cents personnes sont nommées dans ces documents. Presque tous portent des noms issus du germanique; une trentaine de noms seulement sont d'origine gallo-romaine. Les redevances exigées sont uniquement constituées par des prestations en nature. Les fruits de la terre fournis sont des céréales, du bois et, terme demeuré inconnu jusqu'à présent, de la *briscaria*. Toutes les redevances sont mesurées en muids et en sous-multiples du muid. Elles semblent avoir été versées pour acquitter les droits d'*agrarium* et de *lignaticum*.

Outre leur triple intérêt paléographique, onomastique et économique, ces documents apportent la preuve qu'à l'époque mérovingienne une comptabilité écrite était régulièrement tenue pour l'administration des grands domaines.

Hubert MORDEK

### L'activité canonistique en Gaule

Divers droits canons nouveaux affluèrent dans le royaume franc pendant la première moitié du VIII<sup>e</sup> siècle: du nord, en provenance des régions irlandaises et anglo-saxonnes, la *Collectio Hibernensis* et les livres pénitentiaux tels que le *Poenitentiale* dit de Théodore de Canterbury, et le *Excarpus Cummeani*; du sud, en provenance

d'Espagne, à la suite de l'arrivée des émigrants venus dans le royaume franc après l'attaque arabe (711), des textes conciliaires espagnols (*Collectio Hispana*, Epitomé espagnol et collection des manuscrits de Novara), en provenance d'Italie, et avant tout les collections romaines de droit dont les textes jouissaient depuis longtemps d'une considération particulière. A côté de tout cela, le droit canon original de la Gaule retrouva une nouvelle considération. Des ouvrages juridiques systématiques parurent (*Collectio Bernensis*) ou reçurent leur forme historique effective (*Collectio Vetus Gallica*, sans doute vers 730 à Corbie).

Tout cela témoigne d'une activité canonistique en Gaule qui s'amorça a v a n t que Boniface, en liaison avec les souverains Pépin III et Carloman, n'entame la réforme de l'église franque. Cette activité a considérablement renforcé le mouvement réformateur dirigé d'en haut (centraliste) des Carolingiens.

Jean HUBERT

#### Les prémisses de la Renaissance carolingienne au temps de Pépin III

Dans le domaine artistique, la Renaissance carolingienne s'est affirmée comme un mouvement d'une grande puissance créatrice dès le début du règne de Charlemagne. Mais cet éclatant renouveau a été préparé dès le règne de Pépin III, qui a bénéficié de l'action de deux hommes de tout premier plan, saint Boniface († 755) et saint Chrodegang, évêque de Metz de 742 à 766.

Ce dernier a été probablement le premier à introduire le chant et la liturgie des églises de Rome dans sa cathédrale. Il a donné en outre aux clercs de cette cathédrale une *Regula*, analogue à celle des moines, qui servira de modèle à tous les chapitres de chanoines épiscopaux de l'époque carolingienne et du Moyen Age. De ces réformes va naître une nouvelle architecture des cathédrales et des groupes épiscopaux.

Près de 200 monastères ont été fondés en Gaule pendant le VII<sup>e</sup> siècle. La région où ces fondations furent les plus nombreuses correspond à celle de la Renaissance carolingienne. Ce n'est pas un hasard. On sait aujourd'hui par les fouilles qu'une véritable architecture monastique n'existait pas encore au VII<sup>e</sup> siècle et qu'elle apparut dans le cours du siècle suivant, à l'occasion d'agrandissements et de reconstructions qui étaient l'heureuse conséquence de la richesse croissante des monastères. A Jouarre, les modifications apportées vers le milieu du VIII<sup>e</sup> siècle à l'église funéraire du monastère réalisent la première esquisse des créations si originales dans le domaine des cryptes qui seront réalisées à l'époque carolingienne. Dans le vaste monastère de *Centula* (Saint-Riquier) construit vers 790 par Angilbert pour 300 moines, l'une des trois églises, celle qui était dédiée à la Vierge, avait le plan qui sera donné vers la même époque et peut-être même un peu plus tard, à la chapelle palatine d'Aix. Ajoutons que les progrès architecturaux accomplis dans le cours du VIII<sup>e</sup> siècle se sont accompagnés d'une culture dont les manuscrits et les inscriptions montrent les progrès successifs.

Jean LAFABRIE

#### Numismatique: Des mérovingiens aux carolingiens

Sauf en Italie, où la monnaie d'or à bas titre continue à être frappée, en Espagne où les gouverneurs Umayyades frappent l'or jusqu'en 725, la circulation monétaire de l'Europe Occidentale, au VIII<sup>e</sup> siècle, est assurée par l'argent. L'éviction de l'or s'est effectuée en Gaule mérovingienne à la fin du VII<sup>e</sup> siècle, vers 670, quand le pouvoir des Maires du Palais a supplanté celui des rois mérovingiens.

Huit trésors de deniers d'argent mérovingiens trouvés en France, dont cinq situés au sud de la Loire, six trésors de sceattas trouvés dans le nord des Pays-Bas et en Ost-Friesland, douze trésors des premiers rois carolingiens enfouis entre 755 et 794 [un trésor de 25 deniers de Pépin le Bref vient – 1972 – d'être découvert à Wijk-bij-Duurstede], de nombreuses monnaies de la même époque découvertes sur les sites de Domburg, Wijk-bij-Duurstede et dans l'île de Schouwen, permettent l'examen des aires de dispersion des monnaies mérovingiennes et carolingiennes émises au VIII<sup>e</sup> siècle.

Les principales difficultés de cette étude et de celle aussi du passage de la monnaie mérovingienne à la monnaie carolingienne viennent principalement de l'extrême dispersion des sources de documents numismatiques et des difficiles interprétations des légendes des monnaies, tant mérovingiennes que carolingiennes. L'examen de la titulature de Pépin le Bref, celles des inscriptions monogrammatiques du nom de Carloman, fournissent de bons exemples et obligent à restituer à Charlemagne diverses monnaies attribuées à son frère.

L'étude métrologique des monnaies mérovingiennes et carolingiennes permet de constater que Pépin, Carloman et Charlemagne ont adopté la taille des monnaies mérovingiennes des années 730, fait confirmé par le Capitulaire de Vernon du 11 juillet 755. Cette tentative de Pépin, en 755, de rétablir une monnaie uniforme après l'anarchie monétaire de la fin de la période mérovingienne, ne peut être menée à bonne fin que par Charlemagne, mais, ce que Pépin parvint à imposer, est l'inscription de son nom sur la monnaie, témoignage, sinon de sa puissance, de l'unanimité de ses partisans.

Pierre RICHÉ

#### Le renouveau culturel à la cour de Pépin III

«Au VIII<sup>e</sup> siècle la nuit tombe sur la Gaule» écrit F. LOT. Certes, la situation culturelle du royaume est bien sombre quand on la compare à celle de l'Angleterre à la même époque. Les régions qui étaient demeurées pendant longtemps des asiles pour la culture (Aquitaine, Provence) sont ruinées. Les classes aristocratiques d'origine romaine sont maintenant aussi illettrées que les aristocrates germaniques. Le clergé lui-même n'est plus instruit par suite de la désorganisation de l'église. La langue latine se transforme rapidement en un parler ancêtre du «roman». Seuls quelques monastères restent des foyers d'accueil aux activités littéraires et artistiques en Gaule du Nord et en Germanie.

La cour franque dès l'époque de Charles Martel et sous le règne de Pépin apparaît comme un centre de culture modeste mais réel. Les princes encouragent les chorniqueurs, et patronnent une nouvelle activité juridique. Le latin des diplômes de Pépin est d'une qualité bien supérieure à celle des actes mérovingiens. Les conseillers et les amis des princes (Virgile de Salzbourg, Chrodegand, Ambroise, Autpert) sont des lettrés.

On peut expliquer ce renouveau par l'influence du monachisme et en particulier par celle des moines de Saint-Denis. On peut aussi l'expliquer par les relations culturelles que la cour eut avec les italiens. La cour de Pavie fut un modèle pour Pépin et d'autre part les liens étroits qu'il eut avec la Papauté permirent un réveil de la vie liturgique. Le «renouveau carolingien» débute donc au temps des maires du palais et du premier roi carolingien.

Karl SCHMID / Otto Gerhard OEXLE

#### L'association de prière pour les morts au synode d'Attigny (762). Ses antécédents et ses effets

On pourrait s'étonner que l'association de prière comme phénomène historique qui date précisément de l'époque des origines de l'Europe carolingienne n'ait pas encore donné lieu à une étude historique serrée. Les deux communications des MM. SCHMID et OEXLE n'ont pas pour seul objet de discuter de l'importance religieuse, sociale, juridique et politique des associations de prière. Il s'agit plutôt d'éclaircir les formes de traditions très variées et de définir l'importance du phénomène pour l'histoire sociale et pour la «Personengeschichte», c'est-à-dire la recherche d'histoire sociale qui s'applique surtout aux individualités et leur sort dans le cadre de leur groupe. En même temps, on cherche à faire connaître, par des exemples bien choisis, les méthodes de recherche qui s'avéraient être les plus efficaces. Tout cela veut donner une image vivante des travaux qui sont actuellement en cours à l'Université de Münster.

La conférence de Karl SCHMID sur «Les débuts des traditions de la commémoration par des prières dans le monde anglo-saxon et franc» cherche à étudier les conditions préalables des associations de prières liturgiques et de leur expansion dans l'Empire des

Carolingiens. Cela amènera à la question, dans quelle mesure la commémoration religieuse par la prière a influencé les relations entre individualités et groupes et aurait eu, par cela, des conséquences sociales. On se demanderait aussi quel rôle ait joué, dans ce procès, l'intégration politique en cours sous le règne de Pépin.

L'autre conférence sur les «Possibilités des recherches d'histoire sociale au sujet des communautés ecclésiastiques», par Otto Gerhard OEXLE, étudie surtout l'aspect méthodique des travaux effectués par le Centre de recherches à Münster. Une série de listes des membres d'une communauté ecclésiastique datant d'entre 820 et 830 permet de reconnaître l'aire d'influence de l'association d'Attigny et de la mieux comprendre. D'autre part, le rôle important et nécessaire des installations électroniques dans ces recherches sera démontré à l'exemple de l'obituaire de Saint-Germain-des-Prés.

#### Gabriel FOURNIER

#### Les campagnes de Pépin III en Auvergne et le problème des fortifications à l'époque carolingienne

Les campagnes de Pépin le Bref en Auvergne ont consisté essentiellement en opérations contre des forteresses rurales: les sanctions prises par les souverains francs contre ceux qui en assuraient la défense confirment le rôle qu'elles ont joué dans la résistance de ces régions.

Les textes et les recherches archéologiques (Ronzières) prouvent que ces forteresses formaient un réseau assez dense. Elles étaient installées le plus souvent sur des sites rocheux, aux versants raides, dont la valeur défensive était complétée par des fossés et des levées de terre. Des réseaux de forteresses identiques semblent avoir existé dans d'autres régions périphériques conquises par les Carolingiens (Saxe).

Néanmoins, tout paraît indiquer que, en Aquitaine comme ailleurs, la conquête achevée, les premiers Carolingiens n'ont porté qu'un intérêt limité à la construction et à la mise en place de forteresses rurales: pour implanter leur autorité, ils ont donné la préférence à d'autres procédés (otages, créations de principautés, installation d'agents et de vassaux royaux, évangélisation). Ce choix expliquerait que, lorsque les invasions normandes prirent toute leur gravité au milieu du IX<sup>e</sup> siècle, l'Occident carolingien se trouva dépourvu de moyens de résistance.

#### Karl JORDAN

#### Les Hohenstaufen et les Capétiens au XII<sup>ème</sup> siècle

Au début du XII<sup>ème</sup> siècle, les relations entre les royaumes allemand et français, qui avaient été bonnes et même parfois amicales au XI<sup>ème</sup> siècle, prirent une nouvelle tournure lorsque le pape Pascal II trouva auprès des rois français et du clergé français des alliés de poids dans la querelle qui l'opposait à l'empereur Henri V. Ce dernier projeta même, à la fin de son règne, d'entreprendre avec son beau-père, le roi Henri I d'Angleterre, une action commune contre la France, mais il dut renoncer à ce projet, lorsque Louis VI de France appela les vassaux de son pays à résister à une telle agression.

Entre le nouveau roi allemand Lothaire II et Louis VI, il ne semble pas y avoir eu de relations très étroites. Ce n'est que sous Conrad III, le premier souverain allemand de la lignée des Hohenstaufen, et Louis VII de France, que s'établirent, pendant la deuxième croisade, des contacts personnels et politiques. Lorsqu'après l'échec de la deuxième croisade un nouveau système politique d'alliances se constitua, un nouveau conflit menaça d'éclater entre les royaumes allemand et français, mais la neutralité de la papauté maintint la paix en Occident.

Les relations sans cesse changeantes entre Frédéric Barberousse et les Capétiens furent avant tout déterminées par le schisme de 1159, mais également par le fait que les intérêts des deux royaumes se chevauchaient dans la région frontalière franco-bourguignonne. Après l'échec de la tentative de l'empereur pour mettre fin au schisme en 1162 à l'occasion d'une rencontre avec Louis VII près de St-Jean-de-Losne, on assista d'abord à un refroidissement dans les relations entre les Hohenstaufen et les Capétiens. Ce n'est

que depuis la fin des années 60 que l'empereur opéra un tournant décisif dans sa politique étrangère. Le résultat du nouveau rapprochement entamé avec la France fut l'alliance entre les Hohenstaufen et les Capétiens de 1187. Malgré certaines difficultés durant le règne de l'empereur Henri VI, cette alliance entre les Hohenstaufen et les Capétiens a joué un rôle déterminant dans la politique de l'Occident pendant les décennies qui suivirent.

Ludwig SCHMUGGE

Ministériatité et bourgeoisie à Reims. Etude sur l'histoire de la ville aux XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> siècles.

En partant des thèses de la récente recherche allemande sur l'histoire des villes, la présente étude s'efforce de découvrir s'il y eut, à Reims, des ministériaux et spécialement des ministériaux bourgeois. Elle cherche également à savoir quelle importance cette ministériatité a eue aux XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> siècles. A l'encontre de la communis opinio de la science française jusqu'à nos jours, il est possible de déceler des ministériaux (*servientes, ministeriales*) auprès des trois plus importantes autorités de Reims. Il apparaît que dès le XII<sup>ème</sup> siècle, il faut désigner comme services ministériels, un certain nombre de services près de l'archevêque, du chapitre et du couvent Saint-Rémi. Il est particulièrement instructif de comparer à cet égard les droits des ministériaux du chapitre de la cathédrale de Reims avec les ordonnances correspondantes de Trèves. Une étude prosopographique et d'histoire des propriétés fait justement apparaître que de nombreuses familles bourgeoises dirigeantes sur le plan social et économique à Reims étaient des ministériaux rémois. Cependant, l'évolution constitutionnelle et politique de la ville de Reims n'a attribué aux ministériaux aucun rôle dominant de ce genre, comme ce fut le cas dans les villes épiscopales rhénanes similaires. A Reims, au cours du XIII<sup>ème</sup> siècle, il y eut des démêlés entre l'évêque et la chapitre d'une part, et la ville d'autre part, ainsi que des controverses entre les familles dirigeantes des ministériaux et la majorité de la « bourgeoisie de l'échevinage », jusqu'au moment où le roi de France établit finalement son autorité sur la ville toute entière.

Martin BERTRAM

Les cours de droit canonique d'Orléans (1285-1287)

Description du manuscrit de Paris BN lat. 14328 et analyse provisoire des *Lecturae decretalium Aurelianenses*. Il s'agit là d'une importante collection de cours sur les Décrétales de Grégoire IX qui ont été donnés par divers professeurs de l'Ecole de droit d'Orléans dans les années 1285-87. Cette source, jusqu'ici négligée, montre qu'il existait à Orléans, non seulement un enseignement du droit romain que les recherches de E. M. MEIJERS ont fait connaître, mais aussi une importante école de droit canon.

Hans SCHMIDT

La mission de paix du vice-chancelier de Neubourg T. H. A. Stratmann à Paris en hiver et au printemps de 1675

En s'appuyant sur des pièces d'archives récemment découvertes aux Archives secrètes de l'État à Munich, l'article décrit l'action médiatrice restée jusqu'ici inconnue du vice-chancelier de Palatinat-Neubourg, plus tard chancelier aulique autrichien, Theodor Altet Heinrich Stratmann, à Paris, de février à mai 1675.

Cette action fut inspirée par le duc Philippe-Guillaume de Palatinat-Neubourg qui, à cause de ses duchés de Juliers et de Berg, occupait une position stratégique sur le Rhin inférieur. A l'origine, le duc était l'allié de la France, mais il passa secrètement dans le camp de l'empereur en 1674. En automne 1674, il réussit à obtenir l'accord de Vienne pour sa tentative de médiation pacifique entre les alliés, et en premier lieu entre l'empereur et la France. Stratmann, qui avait été le médiateur de la paix séparée de Vossen en 1673, entre le Brandebourg et la France, apparut comme l'homme idoine car il était bien vu à la cour de France.

L'action médiatrice du Neubourgeois fut également prise très au sérieux à Paris. Le vice-chancelier fut reçu plusieurs fois par Louis XIV et eut comme interlocuteurs directs les ministres Pomponne et Louvois. Le premier penchait fort en faveur d'un accord de paix, mais il ne put l'emporter sur son rival Louvois.

L'action échoua finalement, en premier lieu à cause de la lenteur de la cour de Vienne qui se décida trop tard à donner au vice-chancelier neubourgeois une légitimation officielle, mais aussi et surtout parce que Vienne n'était pas encore prête à accepter les conditions de paix de la France telles qu'elles furent communiquées à Stratmann. Celles-ci correspondaient pour l'essentiel aux conditions du traité de paix de Nymègue. Le problème de la libération de Wilhelm Egon de Fürstenberg, sur laquelle la France insistait, apparut comme un gros obstacle pour les pourparlers.

Finalement, et bien qu'un compromis se dessinât et que Vienne eût commencé à changer d'avis sur les questions territoriales, la mission de Stratmann fut un échec. On ne dépassa guère le stade d'un premier sondage.

La mission de Stratmann est cependant un exemple intéressant de coopération entre la politique et la guerre au temps de l'absolutisme, ainsi que de la technique de la diplomatie de ce temps-là.

Fritz WAGNER

#### L'Europe vers 1700. Idée et réalité

Est-il possible de parler véritablement d'une Europe vers 1700? Le système d'états de RANKE, la guerre de succession d'Espagne et la guerre du Nord avec leurs traités de paix révélateurs sur le plan international, semblent fournir la preuve que l'Europe avait conscience de sa cohésion. La formule de l'équilibre européen et le système de *jus publicum* que l'on retrouve également dans le traité de paix de Westphalie en 1648, mais aussi l'art de la diplomatie qui s'exerce selon des règles minutieuses sont des éléments de la conception historique de RANKE.

Mais qu'en est-il de la masse de la population, de la montée d'une société bourgeoise – en marge de la politique et de la conduite de la guerre observées par Ranke? L'étude des structures sociales et de l'âme collective, le problème des salaires et des prix, de la vie quotidienne de l'homme moyen forment de nouveaux thèmes d'investigation qu'on ne peut éviter: on voit apparaître, ici aussi, la singularité de l'Europe avec sa culture juridique particulière, ses couches sociales, son éthique sociale. Les créations artistiques du baroque parlent toutes un langage clair et net qui franchit toutes les frontières nationales: il existe une conception typiquement européenne du monde et de l'homme, telle qu'elle se reflète dans les fêtes des cours. Aucun autre continent ne connaît un tel degré d'auto-réflexion, auquel vient s'ajouter encore le rôle européen de la langue française qui remplace le latin. Mais ce qui est le plus européen, c'est encore la percée du nouvel esprit des sciences de la nature. Si déjà la tentative de construire un droit international était symptomatique pour l'européanisation de la terre, c'est maintenant le problème de maîtriser les forces naturelles et le développement de la technique.

Pendant une brève période il y eut un point culminant en ce domaine qui disparut de nouveau rapidement. Les pionniers de la science nouvelle vers 1700, pour ne nommer que Newton et Leibniz, sont tout à la fois des savants critiques et des chrétiens authentiques: on croit encore à l'unité de la création que l'on annonce et on l'affirme. Mais bientôt, cependant, l'harmonie avec l'autonomie totale de l'esprit scientifique, telle que la glorifiait Leibniz, se trouve brisée et c'est l'*homo faber* qui prend le commandement.

Le sentiment de la crise qui approche fait son apparition. Grâce aux progrès de la reconnaissance géographique, un miroir est mis devant l'Européen: le «bon sauvage» en Amérique, les civilisations supérieures de l'Asie de l'Est font naître la critique de la société européenne. On commence à douter de la sûreté du progrès, on jette un regard critique sur sa propre origine. La «querelle des anciens et des modernes» prend une importance qui déborde largement l'esthétique et l'histoire de la littérature.

Que subsiste-t-il comme résultat historique de cette conscience européenne vivante des environs de 1700? Précisément l'intensité de cette conscience de soi dont fait partie

intégrante la critique de soi, précisément la tension entre l'idée et la réalité! L'Europe ne tolère ni prédominance politique, ni prédominance idéologique unilatérale; elle élabore aussi une conscience des limites de sa puissance magnifique, des limites de la science qui embrasse la terre et l'univers.

#### Franz MENGES

##### Les représentations consulaires françaises dans le royaume de Bavière

En raison de l'extension de la circulation internationale des personnes et des marchandises, des représentations consulaires étrangères furent installées partout à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle. La France entretint, dans le royaume de Bavière (1806-1918) un département consulaire auprès de la légation de Munich, des agences consulaires à Furth (1875-1885) et Augsburg (1910-1914), un vice-consulat à Ludwigshafen (1857-1870) et un consulat à Nuremberg 1885-1893 (un vice-consulat de 1899 à 1906, 1893-1899 et 1906-1914 un consulat). Après la guerre franco-allemande, le district consulaire de Palatinat-Rhénanie fut desservi par Mannheim (1879-1914).

La France, par le moyen de ses consulats, voulait assurer avec la Bavière des relations non seulement économiques, mais aussi politiques et culturelles. Il fallait en outre soutenir la Bavière, le plus grand des états moyens d'Allemagne, en face de la Prusse et, avant 1870, également en face de l'Autriche.

C'est en 1828 que fut envisagé pour la première fois le projet d'installer un consulat en Bavière, étant donné que «dans les longues périodes de paix, ce sont les relations de politique économique qui absorbent les relations politiques» (Alleye de Cyprey). Comme lieu d'implantation, c'est Augsburg qui entra en ligne de compte, mais elle fut bien vite surpassée en importance économique par Nuremberg. Aussi n'est-ce qu'en juin 1910 que fut créée une agence consulaire à Augsburg.

L'article 12 du traité de navigation entre la France et l'Union douanière allemande, du 2 août 1862, réglait le système consulaire entre les états signataires. La Bavière, il est vrai, se désolidarisa du traité pendant des années. Aussi n'est-ce qu'à la fin de 1875 que fut nommé un agent consulaire à Furth, lequel fut remplacé, en septembre 1885, par un consul de carrière à Nuremberg.

Le projet, conçu en 1858, de créer un consulat à Deux-Ponts en vue de renforcer l'influence française en Palatinat-Rhénanie fut repoussé par le gouvernement bavarois, étant donné que déjà, depuis l'été précédent, un viceconsul français se trouvait en fonction à Ludwigshafen. Après la guerre de 1870/71, on renonça à la tentative de soutenir les forces séparatistes de Palatinat-Rhénanie. Les consuls se bornèrent bien plutôt à informer Paris sur les événements et sur les tendances politiques de leur district, dans la mesure où cela pouvait intéresser la France. Ils portaient aussi leur principale attention sur l'intensification des relations commerciales franco-bavaroises et s'occupaient de la colonie française en Bavière.

#### Josef BECKER

##### Bismarck et l'empire libéral

Dans le jugement qu'elle porte sur la politique de Bismarck au début de 1870, la science historique allemande accorde une large place à la thèse selon laquelle l'homme d'état prussien aurait considéré l'évolution vers un empire libéral comme un élément générateur de paix susceptible à permettre de résoudre le problème allemand sans entraîner de conflit guerrier avec la France. Ce jugement sur l'évolution intérieure française aurait coïncidé avec le rejet de l'interpellation de Lasker sur l'admission de Bade dans l'alliance de l'Allemagne de Nord (24 février 1870). Ce rejet serait en même temps la preuve que Bismarck ne regardait pas l'acceptation simultanée de la candidature au trône d'Espagne comme une grave provocation à l'égard de la France pouvant conduire à la guerre.

L'analyse de cette thèse qui remonte aux travaux de recherches de Heinrich v. SYBEL montre, cependant, que la réticence de Bismarck devant une entrée isolée de Bade dans



l'alliance de l'Allemagne du Nord s'appuyait sur d'autres motifs. Il pouvait craindre avant tout que le rattachement séparé du grand duché de Bade mène à la guerre avec la France, sans que pour autant la Bavière et le Wurtemberg voient dans ce casus belli un casus foederis, et, par conséquent, sans que soit atteint le but premier du conflit armé avec la France, à savoir la réalisation de l'unité de la petite Allemagne.

En outre Bismarck devait très rapidement – encore avant le plébiscite et la nomination de Gramont en 1870 – se rendre compte que le cabinet Ollivier, en ce qui touchait les questions allemandes, n'était pas plus conciliant que les gouvernements français précédents. Tout porte à croire que, déjà en mars 1870, Bismarck, en imposant la candidature au trône d'Espagne d'un des princes de la maison des Hohenzollern-Sigmaringen (y compris Charles de Roumanie) était décidé à déclencher un conflit qui aurait raison, dans des conditions encore favorables du point de vue de la politique étrangère, de la stagnation où était plongé le problème de la petite Allemagne, et qui trancherait du même coup la crise structurelle politico-sociale fondamentale de la Prusse.

La thèse qui a été récemment soutenue de nouveau par la science allemande et selon laquelle Bismarck ne pouvait prévoir la vive réaction de Paris devant la candidature au trône d'Espagne, n'apparaît pas défendable. A Paris comme à Berlin, on était décidé de régler à la première occasion favorable qui s'offrirait, le conflit qui était latent depuis des années.

Richard van DÜLMEN

#### Le catholicisme allemand et la première guerre mondiale.

Les catholiques saluèrent la guerre comme cause juste qu'ils approuvèrent unanimement et sans réserve. Comme elle avait réveillé la conscience religieuse et puisque le christianisme (l'Allemagne) est appelée par l'athéisme (l'Occident) à se battre. Dieu doit être du côté des Allemands et de leur ambition d'hégémonie en Europe. La guerre, en même temps, donne l'occasion aux catholiques de prouver le bien-fondé de leur patriotisme, de prouver qu'ils étaient dignes de confiance. Ils espéraient obtenir par d'éventuelles annexions, une prédominance sur les protestants dans le Reich. Donc, la guerre était l'affaire de tous les catholiques allemands.

Cependant, la conscience changea, par suite des crises de 1917 et des propositions de paix par le Pape Benoît XV, dans ce sens que les forces conservatrices se rangèrent encore plus derrière la monarchie wilhelmienne tandis que l'aile progressiste activait une démocratisation et une politique de paix. Pour la première fois, les échecs laissèrent percevoir la mise en question de l'absolutisme du Reich et de la politique de guerre; par conséquent, les intellectuels, en partie ensemble avec les leaders du syndicat chrétien, firent appel à une nouvelle orientation, radicalement antioccidentale.

Les catholiques restèrent tout d'abord stupéfaits et désespérés devant les faits de la Révolution et de la défaite. Mais la menace de l'effondrement des bases même du catholicisme par la question scolaire, les amena à condamner sans réserve la Révolution et en même temps à un affaiblissement de la conscience démocratique déjà plus ou moins hésitante. Certes, le «Katholikentag» de 1922 révéla le front commun de tous les catholiques contre le socialisme, mais avant tout le contraste évident entre monarchistes et démocrates.

La demande générale d'un renouvellement de la conscience religieuse porta, dans la jeunesse et, pour ainsi dire, comme fruit de l'expérience de la guerre, une nouvelle force mystique qui, sous l'effet de la débâcle et du traité de Versailles, aspirait à un Etat pangermanique, émané par la force du peuple. L'idée, déjà prise en considération pendant la guerre, de constituer un parti chrétien interconfessionnel comme la seule force antagoniste possible contre le socialisme fut aussi peu couronnée de succès que les efforts entrepris par les catholiques dans le parti du Centre. Leur glissement vers la droite était la conséquence de l'inconscience des catholiques et de circonstances fâcheuses.

Jean-Marie MAYEUR

## Le catholicisme français pendant la première guerre mondiale

Bien que les catholiques français n'aient plus, depuis 1877, participé au pouvoir proprement dit dans l'état et qu'ils aient été la victime d'une politique anti-cléricale, ils prirent position pour »l'union sacrée« pendant toute la guerre.

Il existe peu de travaux qui traitent du catholicisme français pendant la guerre et pendant la période qui suivit. On sait peu de choses sur la façon dont le catholicisme français a regardé la guerre, sur ses conséquences tant dans ses couches dirigeantes que dans la masse des fidèles, quoiqu'on dispose d'une riche documentation sur ce sujet.

1. — Les catholiques dans la guerre. Une étude sur le catholicisme pendant la guerre doit tenir compte de divers facteurs: temps, lieu, situation. Le déclenchement de la guerre, en dépit de toute la politique anti-cléricale qui la précéda, provoqua un retour aux autels. A partir de 1916, l'enthousiasme religieux marqua un certain ralentissement, en même temps que »l'union sacrée« semblait être de plus en plus remise en question. Il faut cependant noter des différences entre les régions à faible ou forte pratique religieuse. Environ 25 000 prêtres furent mobilisés, dont à peu près 500 comme aumôniers militaires. Ceux qui appartenaient aux classes de mobilisation de 1899 à 1905 furent affectés dans les services de santé. Ceux qui appartenaient aux classes postérieures à 1905 servirent au front dans divers grades militaires.

Un tiers environ des prêtres avait été mobilisé. Les ecclésiastiques demeurés dans leur foyer furent en conséquence plus occupés qu'avant par les anciennes et les nouvelles tâches qui leur incombaient. Leur prédication servit souvent à fortifier le moral de guerre des fidèles. L'idée que la France menait une juste guerre était fort répandue: la patrie était la victime de l'Allemagne luthérienne qui, avec Kant, avait ouvert la voie au modernisme. Pour la France et pour l'église, la lutte était une seule et même chose.

Les efforts de paix de Benoît XV rencontrèrent peu d'écho favorable dans l'opinion publique des catholiques français. La grande majorité de ceux-ci y était hostile. Les catholiques les plus »romains« étaient encore les plus compréhensifs, alors que les libéraux persistaient dans leur refus.

2. — Limites et réalité de »l'union sacrée«. Une profusion de signes symbolisait »l'union sacrée« au début de la guerre de 1914. Toutes les oppositions anciennes étaient comme effacées; la France semblait unanime à l'heure du danger. En fait l'anticléricalisme ne disparut pas plus durant toute la guerre que le rejet de la loi de séparation de l'état. Les oppositions subsistent.

Le début de la guerre fut marqué par une quantité de bruits colportés qui accusaient les catholiques et révélaient la survivance d'un anticléricalisme populaire. La presse officielle de gauche ne se montra pas non plus spécialement discrète. Dans certains cercles catholiques, on ne renia pas davantage les anciens principes. Deux problèmes furent un sujet de préoccupation durant toute la guerre: la présence des représentants du gouvernement dans les offices divins et le désir de vouer la France au Sacré-Coeur de Jésus, lequel devait être symbolisé par l'apposition du coeur de Jésus entouré de la couronne d'épines sur le drapeau tricolore. Ces deux complexes sont typiques de la mentalité et du sentiment religieux du temps de guerre. Les divers gouvernements refusèrent de participer officiellement aux offices religieux.

3. — Conséquence de la guerre. Il est difficile de préciser les conséquences des années de guerre sur le catholicisme français. Quels sont les traits qui s'expliquent par la guerre elle-même, quels sont ceux qui découlent de l'évolution qui a suivi la séparation de l'église et de l'état, quels sont ceux qui résultent de la crainte du bolchévisme? Il est bien difficile d'isoler les divers points de vue.

L'anticléricalisme a marqué un recul, principalement en raison des expériences faites en commun pendant la guerre; seul le problème scolaire a conservé son ancienne acuité. Le désir de maintenir l'ordre social provoqua un rapprochement des républicains modérés et d'une partie des radicaux. Mais l'attitude de l'épiscopat fut, elle aussi, plus modérée qu'auparavant. Le bloc national en 1919 créa un climat nouveau entre les catholiques et les républicains et agit d'une façon conciliatrice. L'église française

reçut un statut légal; conséquence d'un changement de mentalité: des deux côtés on avait compris qu'il fallait se tenir sur le terrain des faits.

La guerre avait durement frappé le clergé français. Environ 1 500 religieux et plus de 3 000 prêtres et séminaristes étaient tombés. Des promotions entières de séminaristes périrent pendant la guerre. Les conséquences pour le recrutement ecclésiastique furent désastreuses: la guerre avait fauché toute une génération de jeunes catholiques pratiquants. Les expériences de la guerre, les événements du front firent apparaître un type nouveau de prêtre, familier avec les exigences de la vie pratique. Des rangs du corps des officiers supérieurs sont sortis des personnalités éminentes du catholicisme d'après guerre.

Enfin, le nationalisme français peu clérical revêtit une coloration catholique: la religion de la patrie, de l'armée, le culte des morts conduisirent à la religiosité. Le fait le plus marquant de ce lien qui unit le culte religieux au culte national fut, en 1920, la canonisation de Jeanne d'Arc l'héroïne nationale. Le nationalisme réconcilia les catholiques français avec la république.

### Karl HAMMER

#### Le protestantisme allemand et la première guerre mondiale

Avant la première guerre mondiale, les églises évangéliques allemandes étaient des églises d'autorité et de pasteurs ne faisant qu'un avec l'état. A côté de la bureaucratie du gouvernement de l'église, il y avait l'autorité patriarcale des pasteurs. Le caractère autoritaire et bureaucratique, la dépendance à l'égard des couches dirigeantes sapèrent la popularité de l'église; d'importantes masses ouvrières s'en détachèrent. Par contre les traditions religieuses populaires furent le plus souvent maintenues.

Les églises évangéliques ont vécu dans un climat de grande exaltation nationale et religieuse le déclenchement de la guerre en 1914. Comme tous les Allemands, les églises étaient persuadées du caractère inéluctable des hostilités; elles s'efforcèrent de conserver et d'approfondir les forces religieuses, morales et nationales nées de la guerre. Le corps pastoral se laissa guider par son sentiment du devoir. L'ambiance religieuse solennelle se dissipa sous l'effet de la dure réalité de la guerre. Dans les églises pourtant, on resta fidèle à l'esprit de 1914 et l'on se cantonna souvent dans une ambiance nationale.

Pendant la guerre, le protestantisme allemand a connu la même cassure que le peuple allemand quant au problème des réformes de l'état. On y rencontre des prises de positions diverses à propos des résolutions de paix. Des groupes importants prirent fait et cause pour une politique impérialiste de conquête; les voix contraires ne manquèrent pas. Après l'effondrement de l'offensive du printemps 1918, on vit se dessiner un renversement de climat. Et cependant le protestantisme allemand de toutes les nuances fut surpris par la révolution. On n'avait pas compté avec les événements révolutionnaires, aussi l'ébranlement intérieur fut-il d'autant plus profond, sans toutefois conduire à la résistance. Quel serait le sort de l'église évangélique au bout de 400 ans d'union entre le trône et l'autel?

Les circonstances ont contraint l'église de se placer sur le terrain des faits. L'ordre nouveau fut supporté comme fiction et non sans restriction d'opinion. Les églises devaient agir. On était prêt à collaborer au rétablissement de conditions ordonnées.

Déjà dans les premiers temps, les nouveaux dirigeants réclamaient la séparation de l'église et de l'état. Leurs premières manifestations, principalement en Prusse, marquaient des tendances anti-écclésiastiques, voire même une hostilité ouverte. Il fallait introduire immédiatement la séparation. Il en résulta des conséquences imprévisibles dans le développement des relations de l'église avec le milieu ambiant, et aussi des conditions intérieures de l'église. La fin de l'image traditionnelle de l'église était liée à la fin de la sécurité économique et sociale.

Une opposition se manifesta dans les rangs du protestantisme, qui prit rapidement l'allure d'un mouvement populaire. Comme un nouveau ›Kulturkampf‹ menaçait, les nouveaux dirigeants firent machine arrière. Mais les églises ne se sont pas remises de ce choc jusqu'à la fin de la république.

L'incertitude quant à la situation juridique de l'église persista encore longtemps, mais on était du moins garanti contre l'arbitraire. Le résultat de la réorganisation fut la reconnaissance des églises comme collectivités de droit public assurées de grandes libertés; une sorte de souveraineté indirecte de l'église d'état subsista. La nouvelle organisation des églises évangéliques s'effectua le plus souvent sous le signe de courants conservateurs; des traités officiels ne furent conclus que plus tard.

Sous le coup de la menace générale, le lien relâché qui unissait les églises évangéliques allemandes donna naissance à une fédération des églises évangéliques allemandes qui garantissait l'indépendance confessionnelle, constitutionnelle et administrative.

Les passions politiques de l'après-guerre ont exercé une influence sur le protestantisme allemand. Les dirigeants des églises et la majorité des pasteurs restèrent attachés au passé. A l'égard de la république, on voit prévaloir le scepticisme et la défiance, d'autant plus que l'état weimarien ne paraissait pas en mesure d'en finir avec la déchristianisation croissante. Les événements de 1933 firent surgir l'espoir d'un raffermissement de l'église évangélique en tant que membre du peuple allemand. L'espoir déçut, l'évolution suivit un autre cours.

#### Daniel ROBERT

##### Le protestantisme français pendant et après la première guerre mondiale

Le protestantisme représente seulement 1,5% de la population française, il est donc une minorité. Durant les deux décennies qui précédèrent la première guerre mondiale on lui reprocha parfois d'être soumis à des influences étrangères, ce qui le toucha dans l'un de ses points les plus sensibles. Des tendances et courants divers le dominèrent; une petite minorité se trouvait politiquement à gauche et était d'orientation pacifiste. Ses plus remarquables représentants en furent Wilfrid Monod et Gounelle. Leur analyse de la situation en 1914, présentait une certaine analogie avec celle de Jaurès. Les contacts les plus divers s'établirent en vue de maintenir la paix: le déclenchement de la guerre y mit fin. La conviction que le gouvernement avait tout fait pour empêcher la guerre était générale. La guerre défensive fut acceptée comme un fait. On était très profondément convaincu de la responsabilité allemande en ce domaine.

Les protestants français se trouvèrent engagés dans la guerre au même titre que tous les autres Français, mais ils n'eurent que de représentants parmi les classes politiques dirigeantes. On ne leur reprocha pas de nourrir des sympathies pro-allemandes. Les pertes parmi la population protestante des campagnes et des montagnes furent exceptionnellement élevées et contribuèrent à l'urbanisation du protestantisme français.

Au cours de la guerre la propagande protestante en faveur de la guerre se renforça. C'est ce qui explique l'attitude prise à l'égard des tentatives de paix de l'archevêque suédois Söderblom, qui furent regardées comme un élément de la propagande allemande, sans qu'on ait su apprécier le point de vue paneuropéen, et l'exactitude de l'analyse de la situation (Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu). Les tentatives de médiation pacifiques de Söderblom en 1917 sont à rapprocher des autres efforts du même genre et de la même époque. Le protestantisme français persista dans son refus: la position adoptée en 1914 et moralement fondée n'avait fait que s'endurcir au cours de la guerre. La prise de contact entre le protestantisme français et le protestantisme allemand n'a eu lieu qu'après la conclusion de la paix. Elle ne prit corps que difficilement, car on réclamait des Allemands, qui s'y refusaient, d'endosser la responsabilité de la guerre. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 20 et après des compromis diplomatiques de fortune, qu'on aboutit à la reprise des relations.

#### Jürgen KOCKA

##### La guerre mondiale et la classe moyenne.

##### L'armée dans ses relations avec les ouvriers de 1914 à 1918

Les artisans et petits commerçants d'une part, les employés privés du commerce et de l'industrie d'autre part, étaient groupés, dans l'Allemagne wilhelminienne, en classe

moyenne »ancienne« et »nouvelle«. Par son train de vie, ses intrérêts, la façon de s'organiser, les programmes politiques et les idéologies, la classe moyenne aussi bien ancienne que nouvelle se distinguait nettement des groupes sociaux dont elle partageait cependant la position de classe: celle-là des grands entrepreneurs dans l'industrie et le commerce, avec une tendance anti-capitaliste, celle-ci des salariés, avec des intentions anti-prolétariennes et anti-socialistes. Les petits indépendants et les employés formaient, tout au moins idéologiquement parlant, et en partie d'une manière effective, une couche sociale moyenne et petit-bourgeoise entre les deux principales classes sociales.

La guerre entraîna l'appauvrissement des salariés ainsi qu'une large réduction des avantages et des privilèges qui avaient permis aux employés de se différencier des salariés. La majorité des employés réagit avec un radicalisme croissant, sous le signe de la gauche, en protestant contre les dirigeants, en défendant des intérêts collectifs et syndicaux, en coopérant toujours plus avec les syndicats ouvriers qu'on avait jusque là évités, et finalement en soutenant à demi la révolution. Quant aux artisans et aux petits commerçants, la guerre leur a apporté des avantages et des désavantages économiques. Sur le plan politique et idéologique, ils se sont rapprochés d'une façon plus nette qu'auparavant du grand capital. Les petits et grands entrepreneurs se sont unis, en dépit d'autres divergences qui n'avaient pas été levées, pour se défendre contre le défi prolétaire toujours plus fort, et contre le »socialisme d'état« et les interventions d'un état qui devenait démocratique.

Ainsi se réalisa une polarisation de »l'ancienne« et de la »nouvelle« classe moyenne, en fonction du point de vue des classes: celle-ci coopéra avec les salariés, celle-là avec les grandes entreprises. Dans les années 20, cette modification dans le rapport social entre les classes connut un nouveau bouleversement partiel.

Wilhelm DEIST

#### L'armée dans ses relations avec les ouvrier de 1905 à 1918

L'opposition qui existait entre le mouvement ouvrier social-démocrate d'une part, et l'état et la société de l'Allemagne wilhelminienne d'autre part, n'a pas cédé devant l'armée, la garante du pouvoir. Pendant la décennie qui précéda la guerre, la position de l'armée devint plus complexe. Les méthodes utilisées pour se garder et s'immuniser contre le parti socialiste et ses conceptions avaient échoué; une répression générale au moyen de mesures légales était, dès le début, apparue comme irréalisable, et la tentative effectuée pour gagner au moyen d'un appel national, le soutien de la majorité non socialiste avait avorté. Enfin, les perspectives envisagées pour résoudre les problèmes par la force, en augmentant le pouvoir de l'armée, s'évanouirent. Et pourtant, les socialistes se montrèrent des soldats acceptables et l'expérience permit de les tolérer aussi longtemps que les pouvoirs dirigeants restèrent inchangés. Mais le corps des officiers demeura l'adversaire le plus farouche de la socialdémocratie.

La question de savoir si l'expérience de la guerre a amené un changement de cette position fondamentale des chefs de l'armée, ne trouve pas de réponse claire. Pour le corps des officiers de l'armée en campagne, ce qui primait avant tout, c'était l'accomplissement des devoirs militaires. Et ce n'est que sous l'influence des répercussions de la révolution russe qu'on a vu se multiplier les déclarations politiques qui, par leur contenu, se différencient à peine de celles d'avant-guerre. Le problème des ouvriers et du mouvement ouvrier restait étranger à l'ensemble des officiers du front. La 3<sup>ème</sup> OHL [»Oberste Heeresleitung«] sous Hindenburg et Ludendorff pratiquait en partie un style autoritaire de direction jusque dans la solution des problèmes politiques, et, de ce fait, échoua totalement sur le plan de la politique intérieure. Le fait de reconnaître que la conduite de la guerre dépendait des données de l'économie de guerre du pays ne mena pas à une révision de la relation avec le mouvement ouvrier socialiste, mais aboutit à une liaison étroite avec la grande industrie dont les objectifs de politique intérieure et sociale furent repris pour l'essentiel. La victoire militaire vers laquelle tendaient toutes les énergies et de laquelle on attendait la solution de toutes les questions politiques, devait servir à démanteler, sinon à éliminer totalement, le pouvoir

qui avait grandi pendant la guerre du parti socialdémocrate et surtout des syndicats. Dans le parti de la patrie et dans le comité central des syndicats nationaux ouvriers et professionnels, on disposait d'organisations de rechange appropriées.

Quant aux autorités militaires du territoire national, elles présentent une image toute différente sur les points essentiels. Les officiers qui se trouvaient dans les bureaux des nombreux chefs militaires et au Ministère de la Guerre, étaient jour après jour, aux prises avec les problèmes de politique intérieure, en particulier avec les questions de censure et le ravitaillement à assurer, et aussi d'une façon croissante, avec les problèmes du monde industriel du travail. Le fait d'avoir à s'occuper d'une manière intensive des affaires économiques, sociales et politiques conduisit à une coopération surprenante avec les représentants de la socialdémocratie. Cette coopération ne fut pas la même dans tous les districts territoriaux, ni sur tous les problèmes, et elle fut initialement commandée surtout par des raisons d'opportunité. La crise politique intérieure de 1916/17 eut pour effet d'intensifier, sur la base d'une égalité de droits reconnue, la collaboration du monde ouvrier organisé avec d'autres groupes de la société, mais il est vrai, avec cette conséquence que dorénavant les autorités militaires dans leur ensemble concentrèrent leurs mesures répressives sur l'USPD. Cette attitude intransigeante vis à vis de l'USPD et la politique d'Ebert basée uniquement sur l'armée de campagne entraînent, au moment crucial de la révolution, une aggravation de l'opposition entre la force armée et le monde ouvrier organisé jusqu'à dégénérer en conflit sanglant, et la disparition des éléments d'une nouvelle relation qu'on avait pu discerner pendant la guerre.

YVONNE DELATOUR

Le travail des femmes pendant la première guerre mondiale et ses conséquences  
sur l'évolution de leur rôle dans la société

La participation des femmes à la vie économique n'est pas une nouveauté due à la première guerre mondiale puisqu'en 1906, 38,9% d'entre elles exerçaient une activité professionnelle. Mais l'appel à la main-d'oeuvre féminine durant cette période est considérable de même que la diversité des emplois qu'elle réussit à tenir malgré son absence de formation professionnelle. Cet accroissement de l'emploi féminin apparaît inéluctable, aussi les syndicats, même ceux jadis opposés au travail des femmes, en viennent-ils à prendre sa défense et à réclamer l'application du principe «à travail égal, salaire égal». Les revendications salariales seront au premier plan des mouvements de grèves qui se dérouleront surtout en 1917 et 1918.

L'incidence du travail professionnel sur la fonction maternelle des femmes n'est pas sans inquiéter les Pouvoirs Publics. Tout un ensemble de mesures sera mis en place en vue de pallier les inconvénients du travail féminin, du point de vue démographique. L'importance du rôle économique des femmes a été telle qu'on a volontiers cru que l'après-guerre, compte tenu des disparitions d'hommes, ne pourrait s'en passer. En fait, après le gonflement des effectifs enregistré par le recensement de 1921 (42,3% de femmes actives sur l'ensemble de la population féminine), on revient à peu près à ceux d'avant-guerre (37,5% en 1926). Par contre, la répartition des femmes entre les différents secteurs professionnels s'est beaucoup modifiée: perte de main-d'oeuvre dans l'agriculture et l'industrie, gains dans le commerce, les emplois administratifs, les professions libérales. L'opinion malgré tout reste dans l'ensemble peu favorable au travail professionnel des femmes. Il lui paraît non seulement nuire à la natalité, mais remettre en question la mission familiale proprement féminine.

URSULA VON GERSDORFF

Le travail féminin et l'émancipation féminine pendant la première guerre mondiale

La division de l'article en trois parties est la conséquence de la césure que représente la première guerre mondiale dans le travail et l'émancipation des femmes. La première partie traite du problème des femmes avant le déclenchement de la guerre. Ce problème se faisait jour alors surtout dans le mouvement féministe organisé. Dans

ce mouvement il faut distinguer entre une section bourgeoise et une section socialiste. Diverses dans leur origine sociale, dans leur stratégie (ici, au-dessus des partis, là, dans le cadre du mouvement ouvrier) et dans leur objectif (ici « formation de la femme », là « défense des travailleuses »), ces deux tendances créèrent des cercles et des syndicats, et formulèrent leurs revendications au moyen de périodiques, d'appels et de réunions. Il est vrai qu'avant 1908, le droit d'association et de réunion paralysait toute activité publique des femmes. Sur un point particulier, le droit de vote, on aboutit rapidement à un accord important entre la socialdémocratie et le mouvement féministe populaire, alors que d'autres programmes du parti prenaient en considération le problème des femmes déjà depuis les années 70, mais d'une façon beaucoup moins accentuée.

La deuxième partie, le travail des femmes, s'ouvre avec la période critique de transition paix/guerre. Répondant au sentiment de solidarité des premières années de la guerre, les deux mouvements féministes fusionnèrent dans le service féminin national, large activité d'assistance avant tout sociale. Les efforts des femmes organisés par Gertrud Bäumer et Luise Zietz continuèrent essentiellement, pendant les deux premières années de la guerre, à la stabilisation sur le plan économique. C'est en automne 1916 que s'opéra le grand tournant dans le travail féminin pendant la première guerre mondiale: pour répondre aux exigences du programme de Hindenburg, on inaugura un recrutement méthodique de toutes les réserves féminines individuelles. Sous la devise « les femmes mobilisent les femmes », Marie-Elisabeth Lüders, experte dans le domaine du travail professionnel féminin, prit la direction d'une centrale de travail féminin auprès de l'Office de guerre nouvellement créé. Pour assurer la desserte sociale de l'armée de travailleurs dont l'économie de l'armement avait un besoin pressant, un Comité national pour le travail des femmes pendant la guerre, groupant toutes les tendances politiques, fut constitué. On réussit, dans une large mesure, à remplacer par des femmes les hommes mobilisés. Nombre de travailleuses qui, pendant la première moitié de la guerre, manquaient presque toutes de formation, occupèrent, après une préparation imposée par la guerre, des postes de chef d'équipe et d'ouvriers qualifiés, tandis que les femmes de la bourgeoisie s'occupaient davantage du travail d'entraide sociale et d'organisation. Le nombre des travailleuses s'accrut de plus de 50% entre 1913 et 1918, et dans l'industrie de l'armement, il avait même quintuplé jusqu'en 1917. La démobilisation devait, dans une large mesure, mettre fin à cet immense déplacement de main-d'oeuvre féminine, afin de créer des emplois pour les hommes et pour les spécialistes qui revenaient de la guerre.

L'instauration survenue peu après, du droit de vote des femmes et de l'égalité constitutionnelle des droits de la femme, ouvrit la voie, ainsi que le montre la troisième partie de l'étude sous le titre « l'émancipation des femmes », aux deux plus importants aiguillages juridiques pour une « émancipation civique des femmes ». Cependant on ne note pas de succès spectaculaires sur le plan de l'émancipation du travail des femmes pendant la guerre. Le combat d'Helene Lange et l'agitation de Klara Zetkin firent place, dans les années 20, au travail réduit de beaucoup de femmes dans les commissions parlementaires, les communes, les syndicats et les écoles. Toujours est-il que davantage d'étudiantes entrèrent dans les Universités et que de nouvelles professions furent conquises pour les femmes, en particulier dans l'administration. Certes, grâce au travail pendant la guerre, les femmes avaient pris davantage conscience d'elles-mêmes, mais la disproportion qui existait entre l'égalité formelle des droits et les possibilités réelles de travail et d'émancipation ne s'atténa pas d'une façon capitale à l'ombre de la crise économique mondiale. L'inflation et le national-socialisme grandissant limitèrent d'une manière croissante la politique, le travail et l'émancipation des femmes.

Jean VIDALENC

La main-d'oeuvre étrangère en France avant et pendant la première guerre mondiale (1906-1926)

La France a toujours attiré de nombreux étrangers, bien avant les grands déplacements du XX<sup>ème</sup> siècle, mais à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les pays voisins fournissaient

encore l'immense majorité des étrangers venant, à titre individuel, chercher du travail en France, les Américains, du nord ou du sud, et les Russes n'étant guère représentés que par des touristes. Le nombre total des étrangers qui n'atteignait pas 400.000 lors du premier recensement qui les dénombra, en 1851, devait toutefois s'élever à 1.159.000 en 1911, soit près de 3% de la population totale. D'autre part, à la veille de la guerre, on voyait arriver, pour la première fois en dehors des ports méditerranéens, des main-d'œuvres chinois, et des organismes patronaux commençaient à organiser le recrutement d'ouvriers agricoles venus de la Pologne russe, innovant tant par les méthodes de recrutement et d'acheminement collectifs que par une origine plus lointaine de la main-d'œuvre.

La première guerre mondiale devait accentuer ces tendances. Elle amena en premier lieu le départ de la plupart des ressortissants des puissances centrales et de leurs alliés, souvent dès les mesures de mobilisation le rappelant dans leur pays. Par contre, l'invasion de la Belgique amena le reflux vers la France de nombreux réfugiés, de tout âge et de tout sexe, qui ne posèrent pas de problèmes différents de ceux que soulevaient les évacués français des départements occupés, même dans la Seine – Inférieure où les Belges étaient particulièrement nombreux en raison de l'implantation à Sainte – Adresse, près du Havre, du gouvernement du roi Albert. Les mesures de mobilisation massive, et les besoins impératifs de l'industrie dans une guerre plus longue qu'elle n'avait été prévue par les théoriciens, devaient amener la France à chercher dans les pays neutres, voisins ou exotiques un équivalent à la masse de main-d'œuvre que les prisonniers russes avaient fourni dès la fin de l'été 1914 aux Allemands et aux Austro-hongrois. On vit ainsi venir des masses d'Italiens, bien vite réduites par la mobilisation dans leur pays, des Espagnols, des Portugais, de rares Néerlandais ou Scandinaves, mais surtout de nombreux originaires des territoires administrés par la France, colonies ou protectorats. L'afflux des Nord-africains, des natifs d'Afrique noire ou d'Indochine, en dehors des contingents proprement militaires, posait toutefois des problèmes de qualification qu'il parut plus expédient de résoudre en faisant appel à des Chinois, embauchés par les Français ou par les Anglais d'ailleurs, qui se retrouvaient à l'occasion sur des chantiers voisins, comme dans la Somme. Un petit groupe doit aussi être signalé, celui des soldats russes démobilisés en France après l'effondrement militaire de 1917, et le traité de Brest Litovsk.

Après la fin des combats, la plupart des travailleurs coloniaux ou étrangers d'origine exotique regagnèrent leur pays d'origine, et ce rapatriement était à peu près terminé en 1921. Par contre on allait voir venir en France des Italiens et des habitants des nouveaux pays d'Europe centrale et orientale, d'autant plus nombreux que la France était plus proche, et que les Etats Unis se fermaient avec les lois restrictives de l'immigration. Les crises politiques d'Europe orientale jouèrent également leur rôle dans cet afflux dont l'importance demeure difficile à préciser en raison de la mobilité des éléments déracinés: le nombre des Russes varie, selon les sources, entre 67.000 et 400.000. Toutefois le problème le plus caractéristique et le plus neuf fut la formation, surtout dans le secteur des mines du Nord et du Nord-Est, d'une importante colonie polonaise, déjà presque aussi nombreuse en 1926 que celle des Belges ou des Espagnols, mais bien inférieure numériquement à celle des Italiens.

Pierre BARRAL

#### Les conséquences de la première guerre mondiale dans l'agriculture française

Le première guerre mondiale provoqua dans les campagnes françaises deux bouleversements parallèles: une atroce saignée (plus de 600 000 agriculteurs tués) et un afflux de liquidités monétaires, lié à la hausse inflationniste des prix. La paix revenue, ces faits majeurs continuent de marquer la société paysanne et provoquent des transformations d'une ampleur inaccoutumée.

Tout d'abord, l'abondance de la monnaie permet à l'exploitant, malgré l'accroissement de ses charges, de vivre plus largement, de régler ses dettes, et surtout d'acheter des terres. Les contemporains en ont été frappés et ont parlé, avec quelque excès,



d'une «révolution pacifique». C'est plus exactement l'accélération d'un mouvement antérieur, par lequel se consolide fortement la propriété paysanne, ancienne en France. Pierre Caziot, expert foncier qui sera plus tard le ministre de Pétain, propose même d'encadrer cette évolution spontanée par une loi de colonisation intérieure, mais son projet n'aboutit pas.

En même temps, la dépréciation monétaire modifie profondément les relations des partenaires dans les contrats de faire-valoir indirect. Les fermiers continuent de payer le loyer fixé avant guerre, alors que sa valeur réelle est réduite des deux tiers. Les propriétaires s'adressent vainement à la justice car pour les tribunaux l'identité (*völlige Gleichheit*) de la monnaie à travers ses mutations est un principe juridique d'ordre public. C'est seulement en 1927 qu'une loi organisera à certaines conditions la révision des baux à ferme. L'évolution générale entraîne aussi l'amélioration de la condition des métayers.

Chez les salariés agricoles, on observe au lendemain de la guerre une poussée de grèves, localisées dans le Bassin Parisien et dans le Midi languedocien. Les militants cherchent surtout à renforcer l'organisation syndicale et ils réussissent à unifier les divers groupements régionaux en une Fédération de l'Agriculture, affiliée à la C. G. T. Bientôt cependant la scission de celle-ci brise le mouvement, qui a suscité chez les propriétaires une profonde inquiétude.

Enfin, le monde rural prend davantage conscience que la progression des revenus dépend de l'accroissement de la production. Le ministère envisage un programme audacieux d'interventions systématiques mais très vite le libéralisme économique l'emporte. On laisse seulement à l'Etat des compétences bien définies: restaurer les exploitations détruites par la guerre, développer l'électrification des campagnes, accroître la production des engrais, subventionner les opérations du crédit agricole.

#### Raymond POIDEVIN

##### La mainmise sur les biens ennemis pendant la première guerre mondiale

Il est possible d'aborder cette importante question en se basant, pour la France et l'Allemagne, sur les archives des séquestres et les travaux de commissions officielles.

Les gouvernements se sont heurtés à de sérieuses difficultés pour estimer la valeur des biens ennemis qu'ils ont placés sous séquestre dès le début de la guerre. D'après les déclarations des intéressés, et sans compter les avoirs en banques, les valeurs mobilières et les créances commerciales, les biens allemands en pays ennemis sont évalués à plus de 2 milliards de marks à la fin de 1916. Les seules valeurs mobilières représentent, fin 1918, près de 4 milliards de marks. Quant aux biens français mis sous séquestre en Allemagne, ils sont estimés à plus de 3 milliards de marks pour les biens sis dans le Reich; il faut y ajouter, 2,8 milliards d'intérêts dans les territoires occupés par les armées allemandes (Belgique et Russie) et 800 millions en Autriche-Hongrie.

En règle générale les stocks sont saisis, les mines et les usines nécessaires à l'économie de guerre continuent à fonctionner. Mais on arrive, peu à peu, à des solutions plus radicales comme la liquidation des biens ennemis. Le Bundesrat décide la liquidation des biens français le 17 mars 1917. Il est évident que les autorités entendent d'abord extirper d'Alsace-Lorraine les 1,5 milliards de marks d'intérêts français afin de germaniser, enfin, le *Reichsland*. On s'en prend surtout aux propriétés foncières et aux entreprises industrielles. Par l'intermédiaire de la *Westmark* il s'agit d'implanter des paysans allemands, principalement en Lorraine. L'«*Elsässischer Textilausschuß*», qui rassemble les intérêts allemands, a pour but la mainmise sur l'industrie cotonnière. Dix entreprises alsaciennes passent ainsi en mains allemandes au début de 1918. Les autorités préparent également la liquidation des intérêts français dans la grosse société sidérurgique «Les Petits-fils de François de Wendel».

Dans le reste du Reich, le mouvement n'a pas la même ampleur, mais il doit aboutir néanmoins à la liquidation d'importants intérêts industriels et miniers que les Français possèdent outre-Rhin.

La liquidation des biens ennemis provoque de vives réactions. En Allemagne, où les

pangermanistes triomphent, les critiques ne manquent pas: elles viennent de ceux qui craignent des mesures de représailles à l'encontre des biens allemands. Dans le *Reichsland*, surtout dans le Haut-Rhin, les protestations sont très vives. En France, tous les grands organes protestent contre la décision allemande de liquider les biens ennemis et le gouvernement prend une importante décision: le 8 novembre 1917 il déclare »nuls et non avenues« tous les actes concernant la liquidation des biens français en Alsace-Lorraine.

Georges SOUTOU

Problèmes concernant le rétablissement des relations économiques franco-allemandes après la première guerre mondiale

Dès 1917, le gouvernement français a eu constamment le souci d'assurer à la France une position économique favorable face à l'Allemagne pour l'après-guerre. Il a d'abord pensé y parvenir en maintenant, après la paix, d'accord avec les Alliés, l'organisation économique interalliée du temps de guerre, qui assurait en fait un contrôle des principales matières premières. Mais les Américains, puis également les Anglais, rejetèrent ce plan.

Les Français essayèrent alors de recourir à des moyens plus classiques pour établir leur supériorité économique sur l'ancien ennemi, en s'appuyant sur les clauses du Traité de Versailles qui restreignaient la liberté commerciale de l'Allemagne. Il s'agissait de faire perdre à celle-ci une partie de ses débouchés, tout en l'ouvrant aux produits français.

Mais dès l'automne 1919 les Allemands réussissent à tourner le Traité; les Anglais soutenant le point de vue allemand, le gouvernement français n'arrive pas à faire triompher le sien.

Ainsi, lorsque Millerand arrive au pouvoir en janvier 1920, la politique de rigueur envers l'Allemagne a abouti, dans le domaine économique, à une impasse. Millerand pense que la France doit chercher, certes, à tirer le bénéfice économique de sa victoire, mais par d'autres moyens. Le problème essentiel est celui du charbon, dont la France manque et que l'Allemagne ne livre que de très mauvaise grâce, malgré les dispositions du Traité. Amener, dans des conversations entre industriels, la sidérurgie allemande à remplir ses obligations à cet égard, lui faciliter en échange l'accès à la minette lorraine, organiser des ententes entre les industries de base des deux pays, permettre aux industriels français d'acquérir des participations en Allemagne, tel est le projet de Millerand, qui garantirait à la France un rôle économique essentiel en Europe, en particulier en permettant à la sidérurgie lorraine de produire au mieux de sa capacité.

Ce projet échoue, car les sidérurgistes allemands refusent de prendre part aux conversations économiques franco-allemandes de Paris, en mai 1920, malgré les pressions de leur gouvernement.

Il ne reste plus au gouvernement français, pour résoudre la question capitale du charbon, qu'à essayer d'obtenir à la Conférence de Spa que l'Allemagne honore ses obligations. La France a à peu près gain de cause quant aux quantités à fournir, malgré la violente opposition de Stinnes; mais Lloyd George, qui veille aux intérêts de l'industrie anglaise, oblige le gouvernement français à accepter de payer de telles avances pour le charbon allemand que celui-ci perd beaucoup de son attrait pour l'industrie française.

La coalition de fait de la sidérurgie allemande et de l'Angleterre compromet ainsi gravement le programme visant à donner à la France une place économique prépondérante en Europe.

Gottfried NIEDHART

La déclaration franco-britannique de garantie de la Pologne du 31 mars 1939:  
un changement d'orientation de la politique étrangère des puissances de l'Ouest?

La déclaration de garantie donnée à la Pologne doit être considérée dans son étroite

relation avec le fait qu'à la fin de 1938, les observateurs occidentaux se posaient la question de savoir dans quelle direction se ferait une nouvelle extension de la sphère d'influence allemande: vers l'Est ou vers l'Ouest? L'hypothèse jusque là courante et selon laquelle les objectifs allemands se situaient exclusivement à l'Est fut ébranlée lorsqu'en janvier 1939, le bruit courut d'une attaque imminente à l'Ouest. Dans le climat d'insécurité d'alors, il a suffi, pour garantir l'indépendance de la Pologne, des fausses nouvelles émanant du ministre plénipotentiaire roumain Tilea à Londres et du correspondant du «News Chronicle» à Berlin, Ian Colvin, concernant des mesures et des demandes soi-disant imminentes d'Hitler. La garantie n'était pas autre chose qu'une «mesure d'auto-protection». Il ne s'agissait pas en première ligne de la Pologne, mais de la sauvegarde des intérêts nationaux des puissances occidentales.

La garantie ne changeait rien à la conception qui voulait qu'on assurât la paix par la coopération des «grandes puissances occidentales» (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie). L'URSS et les USA étaient toujours en dehors du «cercle intérieur» des puissances. Si leur poids s'accrut sur la politique franco-britannique qui se décidait généralement à Londres, on n'envisagea cependant pas une alliance avec eux. Il s'agissait de maintenir le système de puissances formé par les participants de la conférence de Munich, vis à vis de l'idéologie révolutionnaire de l'Union soviétique et du potentiel supérieur de l'Amérique bourgeoise et capitaliste, et cela d'une façon fonctionnelle et souveraine. La garantie de la Pologne doit être regardée comme la dernière tentative en vue de régler le conflit à l'intérieur de l'ancien système, en invitant l'Allemagne qui menaçait de détruire l'ancien système, à revenir simplement à la diplomatie des quatre puissances, mais sans la confronter avec la conclusion d'une alliance britannico-franco-soviétique susceptible de faire éclater tout le système.

Même après la garantie de la Pologne, la Grande-Bretagne persista dans la recherche d'un accord avec l'Allemagne dans le cadre d'un «general settlement». Hitler devait recevoir un avertissement sans être forcé de recourir à la guerre. Mieux encore, la déclaration du 31. 1. 1939 devait le détourner de la politique du recours à la force pour le contraindre de choisir de chemin de la négociation. C'est à tort que les chercheurs ont jusqu'ici parlé d'un tournant radical de la politique britannique qui, encore en été 1939, s'en tenait fermement à l'idée fondamentale de «l'apaisement».

Jean Klein

«French Nuclear Diplomacy» ou du bon usage des armes de destruction massive

Alors que la force nucléaire stratégique est devenue l'axe de la politique française de sécurité et que sa contribution à l'équilibre militaire en Europe est de moins en moins contestée, le livre de M. Wilfrid KOHL: «French nuclear diplomacy» fournit l'occasion de dresser un bilan de l'expérience amorcée sous la IV<sup>e</sup> République et poursuivie avec détermination par le général de Gaulle dès son accession au pouvoir. Tout en faisant ressortir la continuité de la politique française dans ce domaine depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'auteur met l'accent sur les novations introduites après 1958 et s'attache sur tout à analyser les interactions entre le développement de l'armement nucléaire et la conduite des affaires étrangères. Moins prévenu que la plupart de ses compatriotes contre la force nucléaire française, M. KOHL considère cependant que des contraintes budgétaires, le rythme de la course aux armements et l'échec de la politique de détente en Europe conduiront la France à réinsérer son potentiel nucléaire dans le cadre atlantique. Jusqu'à présent ce pronostic ne s'est pas vérifié et on peut douter de la pertinence d'une telle démarche pour faire face aux problèmes spécifiques que pose l'organisation de la sécurité en Europe.